

Les voies d'une nouvelle Révolution française.

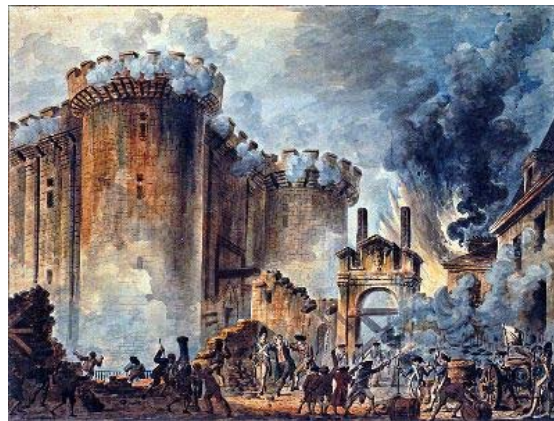
par Alain Benajam

Pourquoi évoquer l'éventualité d'une nouvelle Révolution française ?

Notre pays est-il à ce point bloqué dans l'évolution de son économie et de ses institutions pour qu'il soit nécessaire de penser à des transformations radicales, voire révolutionnaires ?

Faut-il venir puiser dans une tradition bien française pour obtenir les changements nécessaires ?

RÉSEAU VOLTAIRE | PARIS (FRANCE) | 16 MARS 2013



Prise de la Bastille le 14 juillet 1789

- Tout Français peut aisément constater la dégradation rapide de sa situation économique.
- Tout Français possède aujourd'hui un ressenti d'inquiétude quand à son avenir et à celui de ses enfants. Jadis puissance économique prospère édiflée sur son industrie, notre pays se trouve confronté à une hémorragie d'emplois industriels à une extension du chômage et de la précarité.

- Tout Français peut constater avec amertume que l'alternance au pouvoir des partis de gauche avec des partis de droite n'amène aucun changement. La désindustrialisation de la France se perpétue et s'aggrave tandis que la pauvreté progresse.
- Tout Français est également en droit de se demander à quoi peut bien servir cette « *démocratie* » si elle est incapable d'améliorer sa vie, si aucune autre alternative ne lui est proposée.
- Tout Français est également en droit de se poser des questions sur la représentation nationale, quand en 2005 les électeurs ont majoritairement rejeté par référendum la constitution européenne et qu'ensuite les députés dans leur immense majorité ont contredit ce vote populaire en ratifiant le traité de Lisbonne, reprise à peine modifiée de ce projet de constitution.
- Tout Français peut s'apercevoir qu'une caste de politiciens et de journalistes accapare le pouvoir, caste ayant une vision dogmatique et totalitaire de la société prétendant que mondialisation et dérégulation sont des bienfaits alors que chacun peut constater l'exacte contraire.
- Tout Français peut aisément s'apercevoir que le système de représentation nationale renforce en fait cette caste politico-médiatique au pouvoir, que les partis politiques font écran entre le pouvoir législatif et le citoyen, que la séparation des pouvoirs, fondement de notre République, notamment entre pouvoir législatif et exécutif n'existe plus. Le pouvoir exécutif a toujours l'ascendant et fabrique des lois votées par des députés « *godillots* » craignant pour leur siège, bien que la plupart des lois appliquées chez nous viennent du pouvoir supranational de l'Union européenne et sont souvent décrétées par des non élus.

Notre pays est devenu une véritable monarchie électorale mais où, quelque soit le « *roi* » élu, rien ne change puisque tous les candidats suivent les mêmes dogmes économiques. Les médias omnipotents n'adoubent que des candidats possédant ces fameux dogmes et les Français dégoûtés et insatisfaits se réfugient ainsi de plus en plus dans l'abstention.

D'ores et déjà, si on cumule citoyens non inscrits, vote blanc/nul et abstention des inscrits, la barre des 50% des Français n'exprimant pas de vote est régulièrement atteinte.

La République ne fonctionne plus, rien ne va. Les Français sont très mécontents de la politique qui est menée, mécontents du fonctionnement des institutions, mécontents de la caste politico-médiatique détenant le pouvoir.

Un récent sondage donne ces chiffres désastreux.

- 56% des Français craignent le chômage,
- 61% estiment que la mondialisation est une menace,
- 65% estiment qu'il faut renforcer le pouvoir de décision de la France,
- 62% estiment que les politiciens sont corrompus,
- 72% estiment que le système démocratique fonctionne mal,
- 82 % estiment que les politiciens n'agissent que dans leur propre intérêt,
- 58% estiment que les médias font mal leur travail,
- 72% estiment que les journalistes ne parlent pas des vrais problèmes des Français,
- 73% estiment que les journalistes ne sont pas indépendants.

Comme il n'existe aucune volonté, ni de droite ni de gauche, pour modifier les causes de ce mécontentement, il y a tout lieu de penser que la colère des Français contre les dirigeants, les institutions et les médias ne peut que grandir.

La colère et l'indignation, chères à Stéphane Hessel ne suffisent pourtant pas : il faut, désormais, pour retrouver la voie du progrès économique et social, que les règles changent radicalement. Si les institutions actuelles ne permettent pas de retrouver cette voie de prospérité jadis acquise alors il est du devoir de chaque citoyen de les changer par tous moyens.

Ce changement radical nécessaire sera bien une révolution, une nouvelle Révolution française pour déverrouiller ce qui est bloqué.

Si les citoyens français ont pour désir de promouvoir d'autres règles et d'autres institutions plus démocratiquement efficaces, il

leur faut analyser correctement ce qui s'oppose à leurs intérêts.

Cette compréhension du monde est loin d'être aisée, tant les médias et les politiciens s'efforcent de brouiller les analyses. Puis, certains – sous couvert d'opposition déclarée au système – cherchent à détourner le peuple sur des voies sans issues ou n'offrant qu'une compréhension partielle du système, n'osant pas ou ne voulant pas aller jusqu'au terme de l'analyse, notamment sur le rôle de l'impérialisme.

Le *Réseau Voltaire* est aujourd'hui la seule organisation politique en France et dans le monde à présenter une analyse exhaustive de la situation et à désigner clairement la cible pour mobiliser les peuples contre elle.

Contrairement à certains qui se prétendent opposés au système, le *Réseau Voltaire* ne désigne pas des catégories d'individus qui seraient à elles seules responsables des malheurs des peuples ; le *Réseau Voltaire* désigne un système qu'il combat ainsi que les idées politiques qui le justifient.

Les juifs, les francs-maçons, les musulmans, les noirs, les banquiers, etc. sont tour à tour, et selon différentes organisations politiques, désignés à la vindicte publique, suivant en cela une méthode ancestrale de désignation de boucs émissaires et de division du peuple pour mieux régner. Ces groupes politiques mettant en avant des phobies sont clairement les ennemis de la Nation et ne peuvent prétendre la conduire vers des changements véritables.

Ceci nous rappelle l'avènement du fascisme en Europe après la Révolution bolchevique en Russie, au début du 20ème siècle. Ce fascisme faisait un discours démagogique, antiploutocratie, mais il protégeait en fait le grand capitalisme et, surtout, il s'en prenait aux communistes, aux juifs et aux francs-maçons, afin de canaliser et détourner la colère du peuple sur eux.

Le système que le *Réseau Voltaire* désigne clairement comme étant responsable de nos malheurs est l'impérialisme. Cet impérialisme doit être combattu et abattu si nous, citoyens français, voulons retrouver cette fameuse voie du progrès.

L'impérialisme.

J'ai maintes fois montré dans de nombreux articles ce qu'est, pourquoi il existe et comment il fonctionne.

L'invention du terme revient à Lénine. Dans son ouvrage *L'impérialisme stade suprême du capitalisme*, Lénine nous dit, déjà, en 1916 :

« L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes. »

Cet impérialisme, ainsi analysé par Lénine il y a presque 100 ans, a évolué depuis pour passer de son stade suprême à son stade ultime. Cette évolution est venue avec la transformation même du capitalisme dont deux natures différentes se partagent la planète.

Capitalisme financier dans la zone OTAN.

Dans les pays sous domination états-unienne, en gros les pays dévolus à la coalition anglo-saxonne en 1945 lors de la rencontre de Yalta, le capitalisme – qui est l'action d'accumuler du capital – ne s'exerce plus avec l'industrie, devenue insuffisamment rentable. Il s'exerce par contre au moyen de la spéculation sur les matières premières, à l'aide de capitaux issus des intérêts des dettes dont sont criblés les peuples, hier riches et prospères de l'Amérique du Nord, de l'Europe occidentale et du Japon.

Ces peuples les plus riches, mais en voie de paupérisation, sont doublement exploités, d'un côté par le paiement des intérêts de la dette (en France, environ 3 000 € par individu et par an) et de l'autre côté par le renchérissement continu du prix des matières premières parmi lesquelles, au premier chef, le pétrole.

Ce capitalisme prédateur, non industriel, ne créant aucune marchandise, aucune richesse, est organisé selon un axe, la City de Londres et Wall Street à New York, avec un certain nombre d'institutions financières extrêmement opaques dont les banques

les plus connues ne représentent que la pointe visible d'un iceberg.

Cette organisation financière est liée étroitement aux Etats anglo-saxons, principalement le Royaume-Uni et les Etats-Unis, Etats qui fournissent la force armée nécessaire à l'imposition de ce système prédateur. Ce système est imposé d'abord aux Etats de l'Europe occidentale, dont évidemment la France, puis au monde.

La France a dû subir continuellement des reculs de souveraineté au bénéfice de l'impérialisme états-unien depuis la fin de la guerre 39-45, reculs qui se sont accélérés depuis 30 ans.

Il faut bien préciser que ce système impérialiste n'épargne nullement les peuples anglo-saxons, qui sont soumis au même régime que les autres peuples dépendants. Ce système correspond à la description qu'en faisait Lénine en 1916, à ceci près qu'il n'existe plus d'impérialismes nationaux comparables à cette époque-là, quand la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis se chamaillaient pour le partage du monde et pour les dépouilles des autres impérialismes, par exemple les impérialismes espagnol, allemand et turc.

L'impérialisme spéculateur mobilisant des capitaux de toutes origines est devenu transnational, bien que la principale force armée qui l'impose soit celle des Etats-Unis.

L'impérialisme est devenu aujourd'hui unique, à domination financière anglaise et à domination militaire états-unienne.

L'impérialisme français a disparu et le terme de « France-Afrique », qui revêtait encore une signification dans les années 1960-1970, ne présente plus aujourd'hui de réalité, l'ancienne influence française en Afrique étant en voie de dissolution dans une influence impérialiste « occidentale » à domination états-unienne.

Capitalisme industriel hors de la zone OTAN.

L'autre nature du capitalisme est celle – à présent archaïque – qui procède à l'accumulation du capital par la fabrication de marchandises industrielles, comme cela se faisait jadis en Europe occidentale et en Amérique du Nord. Ce type de capitalisme s'exerce essentiellement en Asie et en Amérique latine, la

puissance capitaliste industrielle la plus importante étant aujourd'hui la **Chine communiste**.

Pourquoi le capitalisme industriel occidental a-t-il massivement émigré en Chine communiste faisant de ce pays la première puissance industrielle mondiale ?

L'accumulation du capital par l'industrie est frappée d'une dure loi économique, celle de la baisse tendancielle du taux de profit, comme l'a signalé Marx. Par le jeu de la concurrence, la valeur des marchandises diminue tandis que la mécanisation induisant cette baisse de valeur augmente. Il faut donc toujours plus de moyens de production onéreux pour produire des marchandises de moindre valeur. La plus-value gagnée par la marchandise a donc tendance à diminuer jusqu'à tendre vers zéro. Pour retrouver une marge de profit appréciable, les industriels se doivent de rechercher les coûts de main-d'œuvre les plus bas possibles.

Mais les hauts salaires occidentaux et les lois sociales grèvent lourdement cette plus-value industrielle. Les très bas salaires chinois et l'absence de lois sociales due à l'éradication des syndicats ouvriers par le régime stalinien ont été une divine surprise pour les industriels du monde, qui se sont empressés à déplacer leurs usines en Chine « *communiste* ».

En délocalisant la fabrication de marchandises en Chine et en Asie, les industriels ont apporté à ces pays un savoir-faire qu'ils ne possédaient pas et ont voué leurs propres concitoyens au chômage et à la pauvreté. Force est de constater que l'organisation communiste, stalinienne de l'Etat chinois n'a nullement gêné les investisseurs industriels. Ceci nous montre bien que le capitalisme se soucie peu des idéologies philosophiques et politiques. Chaque investisseur ne prend en compte que ses propres intérêts immédiats et n'a que faire de la nature des systèmes politiques et de ses desseins, avec lesquels il se doit de composer.

D'ailleurs tout dessein politique est incompatible avec la gestion d'une entreprise. L'impérialisme par nature ne peut posséder d'autre volonté que la facilitation de l'exploitation capitaliste. Dans ce sens, il ne peut se soumettre à une quelconque philosophie de type nationale ou religieuse. On en tire également la conclusion

que l'impérialisme ne peut en aucun cas former un empire. Un empire est composé d'un Etat despotique justifié par une idéologie nationale impériale et animé par un dessein propre d'extension de son territoire.

L'impérialisme transnational à domination états-unienne n'a jamais pu empêcher quiconque de faire de la Chine communiste la première puissance industrielle mondiale, en dépit de l'opposition politique affichée et bruyante des Etats-Unis au communisme. Cette idéologie officielle états-unienne anticommuniste a pesé de très peu de poids face à l'intérêt suscité par les très bas salaires.

L'impérialisme, Etat, idéologie et contradictions.

L'impérialisme financier prédateur de matières premières a bien entendu besoin d'une force militaire pour imposer sa loi, la dette obligatoire, la libre circulation des capitaux et des hommes à exploiter. Il a donc besoin d'un Etat puissant. L'idée que l'impérialisme serait libéral et opposé à l'Etat est l'idée la plus fautive émise par ceux qui se prétendent opposés au système.

Mais cet impérialisme a aussi besoin de dérégulation et il lui faut donc briser la résistance des peuples et des Etats-nations qui, avec leurs différentes lois, lui compliquent la tâche et minimisent ses profits. En effet, pour exploiter au mieux les matières premières, il convient que l'Etat où se déroule cette exploitation soit inexistant ou faible car, dans ce cas, les redevances à accorder sont minimes. La meilleure solution pour cet impérialisme est donc l'absence totale de structures étatiques dans des zones où l'anarchie règne sous la coupe de mafias, comme dans l'Est congolais, le Kivu. Cette région est riche en minerais de coltan, un mélange de cobalt et de tantale très utilisé dans l'industrie électronique. Et le coltan y est exploité par des mercenaires à la solde du Rwanda voisin, maintenant sous la coupe de l'impérialisme anglo-saxon, lesquels ne rétrocèdent rien à l'Etat congolais.

L'Etat puissant de l'impérialisme va donc essayer de briser les

Etats-nations historiques légaux existants afin d'imposer d'autres formes étatiques tyranniques, qui peuvent être supranationales – comme l'Union européenne – ou ethnico-religieuses – comme dans le monde arabo-musulman.

Si le capitalisme n'a aucunement besoin d'idéologie, l'Etat impérialiste états-unien va promouvoir et instrumenter un certain nombre d'idéologies, souvent contradictoires, en fonction de ses besoins locaux, pour briser les nations légales et les remplacer par de fausses nations ethniques.

L'Etat impérialiste états-unien peut autant promouvoir des idéologies de destruction morale et nationale, rôle dévolu par exemple à l'*Open Society* de Georges Soros, que promouvoir un ordre moral stricte, comme un islam radical mais antinational, par l'intermédiaire de ses « amis » de l'Arabie saoudite et du Qatar qui font la promotion du salafisme et du djihadisme terroriste pour déstabiliser et renverser les derniers régimes arabes nationaux.

Si l'impérialisme ne peut mettre en œuvre de véritables desseins politiques, contrairement à ce que ferait un empire, il entretient de nombreux « *think tank* » qui vont tenter, en accaparant l'Etat, de promouvoir telle ou telle politique ou idéologie. Ainsi les néoconservateurs ont détenu le pouvoir aux Etats-Unis durant les deux mandats de Georges W. Bush et aussi pendant le premier mandat de Barack Obama. La politique de guerre généralisée promue en 2000 par le « *think tank* » *Project For a New American Century* a été un échec cuisant. Une nouvelle politique promue par le deuxième mandat d'Obama semble vouloir prendre le contre-pied de la politique néoconservatrice.

L'observation attentive de la politique états-unienne nous permet de percevoir en elle nombre de tiraillements et de contradictions reflétant des divergences d'intérêts entre différents groupes, qui se chamaillent entre eux pour s'emparer de l'Etat avec l'utilisation de ses moyens.

Il existe deux groupes principaux aux Etats-Unis. Un groupe dit militaro-industriel, dénoncé en son temps par Eisenhower. Ce groupe est particulièrement lié aux néoconservateurs et pense que la guerre est le levier le plus propre à conforter ses intérêts. L'autre

groupe, militaro-financier, pense quant à lui qu'il est préférable d'exploiter les peuples en les plongeant dans le chaos sans forcément aller jusqu'à la guerre totale : ce groupe est plus représentatif de l'axe City-Wall Street et des bailleurs de fonds d'Obama ; il détient actuellement le pouvoir aux Etats-Unis.

L'Europe et la France.

Nous comprenons bien qu'Européens et Français sont soumis à cette évolution tragique de mondialisation et de financiarisation du capitalisme mué en impérialisme d'origine états-unienne. Les industries sont délocalisées vers des pays où les salaires sont bas et les lois sociales inexistantes, le prix des matières premières nécessaires à la vie courante - comme les carburants - augmente sans cesse par l'effet de la spéculation tandis que le paiement de l'intérêt d'une dette inique grève le budget de chacun.

Pour les Français - et les Occidentaux en général - il y a de moins en moins de travail et de plus en plus de taxes et d'impôts, avec un coût de la vie en constante augmentation.

Face au mécontentement grandissant des peuples, de puissantes barrières ont été érigées pour empêcher que ce mécontentement ne se transforme en changements politiques radicaux.

La République française a été vidée de son contenu, la démocratie est devenue inexistante. Politiciens et médias forment maintenant un groupe cohérent, une aristocratie chargée de faire écran entre le peuple et l'impérialisme en désinformant la population ou en la conduisant sur de mauvaises voies, sans issues.

Les institutions françaises de la Cinquième République, taillées sur mesure pour le général de Gaulle, qui en fit bon usage, sont devenues particulièrement iniques dans des mains malveillantes. Ces institutions favorisent le rassemblement autour de deux grands partis politiques, qui sont en fait d'accord sur l'essentiel, tandis que les autres partis se trouvent dans l'obligation de se soumettre aux deux premiers pour obtenir des désistements au deuxième tour des élections et avoir un minimum de députés, ainsi

que les revenus qui vont avec.

Les partis politiques sont devenus de fait des affaires commerciales juteuses, au frais des contribuables, ainsi que des cibles de corruption de la part de l'impérialisme.

Nous voyons que tous les partis politiques, de droite comme de gauche, ainsi que tous les médias partagent un avis favorable à cet impérialisme et le soutiennent dans ses guerres. C'est le cas, par exemple, des deux dernières guerres déclenchées contre la Libye et contre la Syrie, pour ne citer que les plus récentes.

Ces partis soutiennent quasi unanimement aussi le même avis sur la nécessité de l'Union européenne, de l'euro et de l'OTAN, autant d'instruments du pouvoir impérialiste états-unien sur les nations européennes.

La société française se trouve complètement bloquée. Nul espoir de changement ne se fait jour dans le cadre des institutions actuelles. **Le rejet de la caste politico-médiatique grandit chez les Français**, rejet d'autant plus vif que cette caste va sans cesse plus loin dans sa politique, à la fois de mensonge médiatique et de soumission total à l'impérialisme.

Seule une révolution pourra redonner le pouvoir au peuple français et le conduire à nouveau dans la voie du progrès social et économique.

Une révolution pour atteindre quels objectifs ?

L'objectif est, en premier lieu, de **recouvrer l'indépendance nationale** afin que le peuple français puisse décider en toute liberté du chemin qu'il désire suivre. A cet effet, la première chose à entreprendre est la sortie de l'OTAN, de l'Union européenne et de la zone euro.

Puis, il s'agit de remettre en place de véritables institutions républicaines. Pour ceci, il faut une Assemblée constituante représentant non pas les partis politiques mais les Français

directement. Il faut donc adopter un mode de scrutin qui le permette. Un scrutin de listes régionales, à la proportionnelle, à un seul tour, afin d'éviter les « *combinazione* » entre gredins politiques au deuxième tour, serait plus efficace pour la démocratie que le système actuel.

Dans une révolution, dans la paix ou la violence, quel rôle pour l'armée française ?



L'armée française devrait garantir l'indépendance nationale

Aujourd'hui, rien ne pourrait se réaliser démocratiquement sans qu'un référendum ne soit organisé pour demander aux Français s'ils désirent se doter d'autres institutions. Dans ce cas, il serait juste et nécessaire que tout un chacun puisse avoir accès aux médias sans que ceux-ci ne soient monopolisés, comme d'habitude, par les grands partis au service de l'impérialisme.

Est-il sensé de penser que le pouvoir actuel, soumis à cet impérialisme, puisse organiser un tel référendum et amorcer ainsi des changements fondamentaux ? Il paraît difficile de le croire. Alors... ?

L'armée est, ou plutôt devrait être, la garante de l'indépendance nationale, rôle qu'elle ne peut plus jouer actuellement dans la mesure où son commandement est intégré dans l'OTAN et elle se trouve de fait sous commandement étasunien. Une Nation sans armée jouant son rôle de défenseur de cette nation ne peut absolument pas survivre.

Nous avons sous les yeux l'exemple de la Syrie. Ce pays gravement agressé par l'impérialisme arrive à résister grâce à la vaillance de son armée ; celle-ci est une armée de conscription,

c'est à dire qu'il s'agit du peuple en armes.

Concernant la France, l'impérialisme et ses représentants politiques sur notre sol ont bien pris soin de réduire l'armée française à une portion congrue, tout juste utile pour servir de supplétive aux actions coloniales des Etats-Unis.

Dernièrement, un groupe de **jeunes officiers du mouvement Marc Bloch** a publié un manifeste protestant contre le déclin en moyens de l'armée française. On comprend la lucidité et l'inquiétude de ce groupe car pour dominer une nation, il convient d'abord d'affaiblir son armée. Le général de Gaulle avait bien vu qu'une nation voulant conserver son indépendance devait pouvoir s'en donner les moyens, à la fois militaires et en industrie de défense ; il avait donc doté la France de ces moyens. Après sa mort, l'industrie de défense française, fleuron de technologies, fut rapidement bradée à l'étranger ; la conscription obligatoire, cœur de la défense du territoire et creuset de l'identité nationale, fut abandonnée. L'armée française, sous-équipée, manquant d'effectifs, aurait bien du mal aujourd'hui à repousser une agression étrangère.

Or, il faut bien comprendre que toute volonté d'indépendance du peuple français serait rapidement contrée par l'impérialisme, qui ne pourrait accepter cette défection sans réagir. C'est une évidence.

L'impérialisme réagirait alors avec tous les moyens dont il dispose. Et nous avons sous les yeux maints exemples de ce dont il est capable pour briser la volonté d'indépendance des peuples. L'impérialisme agit par la guerre ouverte, directement ou indirectement – comme il l'a fait contre la Libye ou contre la Syrie –, ou par la subversion, en finançant des groupes antinationaux – comme il le fait en Russie, en Iran, en Chine ou au Venezuela.



**Une armée du peuple pour défendre
le peuple comme à Valmy**

Toute volonté de changement démocratique en France, pour rétablir l'indépendance nationale, se retrouvera fatalement en confrontation avec l'impérialisme. Et, dans ce cas, notre armée et notre police seront nos meilleurs recours.

Notre armée doit maintenant prendre ses responsabilités, dans les traditions républicaines et de résistance de notre peuple face à l'envahisseur, en suivant ainsi l'exemple des soldats de Valmy, commandés par les généraux patriotes Kellerman et Dumourier, puis de nos plus récents héros : Jean Moulin, le général de Gaulle, le général Leclerc, le colonel Fabien et bien d'autres.



Nos héros sur notre drapeau

Notre pays ne peut s'en sortir seul. Les nations encore indépendantes, comme celles cherchant à acquérir cette indépendance, ont toutes le même ennemi. Chacune, confrontée à

cet impérialisme, peut contribuer à l'affaiblir.

Mais l'impérialisme va mal. Une crise systémique due aux excès de la financiarisation l'affecte lourdement. Après sa victoire sur la Libye, il peine à détruire la Syrie. Il n'ose s'opposer militairement à une coalition militaire formée par la Russie, la Chine et l'Iran. L'impérialisme prendra-t-il la responsabilité de déclencher une guerre mondiale au risque de tout perdre ?

Le peuple français doit nécessairement être solidaire avec les nations en butte à l'impérialisme, et aujourd'hui principalement avec la nation syrienne, c'est son intérêt et son devoir.



Un peuple, une armée du peuple

Que serait aujourd'hui la Syrie sans son armée ? La proie du terrorisme, comme la Lybie.

Vouloir opérer de profonds changements en France sans cette nécessaire solidarité avec d'autres nations est vain et stupide.

Aujourd'hui, le *Réseau Voltaire* fait partie des rares mouvements capables de procéder à une analyse exhaustive de la situation de la France et de situer son devenir dans un contexte international. Et le *Réseau Voltaire* possède en même temps de solides connexions avec les autres Nations agressées par ce même impérialisme qui nous opprime.

Et seul le *Réseau Voltaire* est présent sur place, au plus près des confrontations militaires avec l'impérialisme, hier en Libye, aujourd'hui en Syrie. Seul le *Réseau Voltaire* discute avec les chefs d'Etat des Nations combattantes et est ainsi pris au sérieux par ceux-ci.

Il est donc aisé de comprendre que le *Réseau Voltaire* soit la principale cible de la caste politico-médiatique au pouvoir en France.

Les élections italiennes ont montré que l'outil internet est utile, nécessaire mais insuffisant.

Le *Réseau Voltaire France* en appelle à tous les citoyens de notre pays pour qu'ils commencent à se mobiliser et à prendre, sans attendre, l'initiative de former des comités patriotiques locaux.

Chaque adhérent du *Réseau Voltaire France* doit aujourd'hui prendre l'initiative de former son comité local patriotique en rassemblant les citoyens patriotes de toutes obédiences. Si les dirigeants des partis et des organisations se prétendant opposés au système passent leur temps à se déchirer, nous constatons que leurs militants ont peu de divergences et souhaitent travailler ensemble.

Citoyens, pour se mettre sur la voie d'une nouvelle Révolution française, commençons donc par nous unir !

Être membre du *Réseau Voltaire France* c'est être à l'avant-garde du combat pour la libération nationale !

Alain Benajam

Source : « Les voies d'une nouvelle Révolution française. », par Alain Benajam, *Réseau Voltaire*, 16 mars 2013, www.voltairenet.org/article177887.html